

BOSNIE :
L'ISLAM ET LE REIS-UL-ULEMA
AU CENTRE DE LA VIE SOCIALE
ET DU JEU POLITIQUE

Jean-Arnault DÉRENS

Études et analyses – N° 22 – Septembre 2009

URL : http://religion.info/pdf/2009_09_ceric.pdf

© 2009 Jean-Arnault Dérens - Courrier des Balkans



Mosquée à Sarajevo (© 2009 Orhan Çam | Dreamstime.com)

Alors que la Bosnie-Herzégovine ne parvient pas à sortir d'une interminable crise politique, que ses institutions sont toujours bloquées et sa classe politique de plus en plus discréditée, un homme occupe sans cesse davantage le devant de la scène : le chef de la Communauté islamique du pays, le reis-ul-ulema Mustafa Ceric. Sur tous les sujets qui agitent la société bosniaque, la voix « officielle » de l'islam se fait désormais entendre avec force.

Alors que l'islam des Balkans, et particulièrement celui de Bosnie-Herzégovine, jouit d'une image de « modération » - sans d'ailleurs que le sens de ce terme soit bien explicité – un processus de « réislamisation » est-il engagé ? Et quelle stratégie poursuit le reis Ceric, qui intervient toujours plus fréquemment dans le débat public et politique en Bosnie, apparaissant comme un véritable « faiseur de roi », comme l'arbitre suprême de la vie politique du pays ?

Le reis a pris ses distances avec les militants de l'islam radical qui se sont implantés en Bosnie-Herzégovine depuis la guerre, tout en cultivant avec brio l'art d'adapter ses propos à son auditoire. L'homme a récemment été le porteur d'un projet de redéfinition d'un « islam européen », dont les contours demeurent flous, alors qu'il poursuit une politique patiente et systématique de construction d'un *leadership* régional.

L'ascension du faiseur de roi

Le reis Ceric, né en 1952, nommé grand mufti de Zagreb en 1987, a « créé » la Communauté islamique de Bosnie en 1993, en pleine guerre, alors qu'existait auparavant une Communauté islamique¹ de toute la Fédération yougoslave. Cette communauté, dirigée par un conseil élu et un reis-ul-ulema (chef des oulémas, des lettrés) avait des fonctions administratives et de

¹ Dans cet article, le terme de « Communauté islamique », avec une majuscule, désignera l'institution, par distinction avec la « communauté », au sens de l'ensemble des croyants.

représentation. C'est elle qui gérait les écoles secondaires religieuses (les *madrasas*), qui validait les diplômes des imams et les embauchait, qui organisait le pèlerinage à La Mecque, etc. Elle jouait le rôle d'interlocuteur unique du pouvoir politique, ainsi que de représentation de l'islam auprès des autres communautés religieuses. Le siège de la Communauté yougoslave était basé à Sarajevo, qui abritait aussi l'unique Faculté de théologie islamique de la Fédération. Elle était dirigée au moment de l'éclatement de cette dernière par le Macédonien Jusuf Selimoski.

Lorsque commence la guerre, en 1991-1992, les liens se distendent très vite entre les communautés islamiques des différentes républiques autrefois fédérées. Tout comme la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine et le Kosovo se dotent de communautés islamiques propres, tandis que les musulmans de Croatie, essentiellement des Bosniaques émigrés dans la république voisine, restent dans l'orbite de Sarajevo. De même, en Serbie, dans le Sandjak de Novi Pazar, Muamer Zukorlic crée les structures d'une communauté islamique qu'il rattache à Sarajevo².



Mustafa Cerić, Grand Mufti de Bosnie, au Forum économique mondial en 2008 (photographe: Robert Scoble).

La Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine était alors extrêmement proche du Parti de l'action démocratique (SDA), dirigé par le défunt Alija Izetbegovic. La difficile affirmation d'un nationalisme bosniaque, face aux nationalismes serbe et croate, reposait en effet en

² Lire J.A. Dérens, « Balkans: le Sandjak de Novi Pazar, carrefour de l'islam radical? », *Relioscope*, 3 septembre 2004.

bonne part sur la valorisation de l'appartenance religieuse. Autour d'Alija Izetbegovic, le SDA comprenait un petit noyau de pieux militants, soucieux que leur foi dirige leur engagement politique et soit à la base d'une nouvelle organisation sociale. Malgré le passé militant ou les écrits très militants d'Alija Izetbegovic dans les années 1980³, le projet du nouveau parti n'était pas « intégriste », d'autant que les références religieuses n'apparaissaient pas explicitement dans ce programme, avant tout axé sur la défense des droits « nationaux » des Musulmans de Bosnie-Herzégovine⁴.

Le parti regroupa aussi beaucoup d'anciens cadres locaux communistes soucieux d'afficher leur « conversion » politique et leur retour ostentatoire à la foi religieuse... Certaines figures de la Communauté islamique furent en contact avec les combattants étrangers venus chercher en Bosnie le terrain d'un nouveau *jihad*, d'autres servirent de liaison avec les réseaux islamistes transnationaux, sollicités notamment pour fournir des armes à la Bosnie.

Après le retour à la paix, en 1995, la Communauté islamique s'attacha avant tout à construire ses cadres, multipliant les madrasas (écoles secondaires), créant plusieurs facultés de théologie à travers le pays, gérant les fonds abondants, venus du Golfe arabo-persique, destinés à la (re)construction des mosquées. Jusqu'au tournant des années 2000, plusieurs groupes salafistes étrangers eurent aussi pignon sur rue en Bosnie, créant même de petits « émirats » islamiques dans des villages. Ils ne se placèrent jamais sous l'autorité de la Communauté islamique officielle, qui se contenta de tolérer leur présence⁵.

La Communauté continua à tabler sur le SDA comme relais de son influence politique, au moins jusqu'au décès du fondateur du parti, Alija Izetbegovic, le 19 octobre 2003. À partir de ce moment, le SDA s'engagea dans une crise dont il n'est toujours pas sorti, qui oppose fondamentalement une aile « dure » et souvent corrompue, voire liée au crime organisé, conduite par Bakir Izetbegovic, le fils du fondateur, et des « réformateurs », dirigés par Sulejman Tihic, lui-même cousin d'Alija Izetbegovic. Sulejman Tihic a toujours réussi à conserver la présidence du parti, même lors du dernier et très contesté congrès de mai 2009⁶. Cependant, le poids de « l'aile dure » entrave considérablement la capacité d'action du parti et de ses dirigeants.

³ Notamment sa fameuse *Déclaration islamique* de 1970. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le futur président avait aussi milité dans les rangs des Jeunes Bosniaques, organisation proche des Frères musulmans, ce qui lui valut trois années de prison sous le régime yougoslave.

⁴ Dans la nomenclature nationale de la Yougoslavie, les « Musulmans » étaient reconnus comme une nation depuis 1969. Après l'indépendance de la Bosnie, ce terme ambigu fut remplacé par celui de « Bosniaques » (*Bosnjaci*), qu'il faut distinguer de celui de « Bosniens » (*Bosanci*), désignant tous les habitants de la Bosnie-Herzégovine, soit les « Bosniaques », les Serbes, les Croates et les autres...

⁵ Lire J.A.Dérens, « Bosnie-Herzégovine: présence et influence des réseaux islamistes transnationaux », in *Religioscope*, 22 août 2005.

⁶ Lire « Bosnie-Herzégovine : Sulejman Tihic rempile à la tête du SDA », in *Le Courrier des Balkans*, 27 mai 2009, <http://balkans.courriers.info/article13001.html>

Dans ce contexte, la Communauté islamique a opéré un grand revirement à l'occasion des élections du 1^{er} octobre 2006. Le reis a apporté un soutien ouvert à Haris Silajdzic, le candidat du Parti pour la Bosnie-Herzégovine (SBiH) : celui-ci a été élu membre bosniaque de la présidence collégiale du pays, battant Sulejman Tihic, candidat du SDA considéré comme un « réformateur » de ce parti, trop détaché de l'islam et du nationalisme bosniaque traditionnel. La victoire, inattendue, de Haris Silajdzic est la meilleure illustration de la grande puissance politique du reis et de la Communauté islamique de Bosnie. Le reis s'est imposé comme un véritable faiseur de roi⁷.

Ministre des Affaires étrangères (1990-1993) puis Premier ministre (1993-1995), du temps de la guerre, Haris Silajdzic a ensuite rompu avec le SDA. Son parti milite pour une Bosnie « unitaire » et sans « entités »⁸. Son discours moderniste et réformateur attire une partie de l'opinion libérale, mais Haris Silajdzic a de nombreuses connections dans le monde arabo-musulman, notamment au Koweït. Il a su s'attirer la faveur des milieux islamistes de Bosnie, déçus par le SDA. En plus de celui du reis, il avait bénéficié du soutien ouvert des réseaux salafistes de Bosnie lors des élections de 2006.

Dans son discours « unitariste », Haris Silajdzic accusait le SDA de bien s'accommoder de l'option d'un partage ethnique de la Bosnie, que voulaient également imposer les nationalistes serbes et croates. Cette tentation « séparatiste » a effectivement caressé les hautes sphères du parti musulman, surtout aux heures les plus noires de la guerre. Puisqu'un projet de vie commune avec les Serbes et les Croates semblaient impossible, ne valait-il pas mieux tenter de réaliser une « petite Bosnie » musulmane ? De surcroît, ce « mini-État » aurait été homogène, ce qui, pour une frange radicale du SDA et de la Communauté islamique, résolvait la question de la cohabitation avec des catholiques et des orthodoxes. Cet État n'aurait presque abrité que des musulmans – certes pas tous, et de loin, pratiquants – et il devenait donc imaginable d'en faire un Etat musulman, appliquant la chari'a.

L'actuel discours « unitariste » de Haris Silajdzic se développe dans un autre contexte politique. Les divisions issues de la guerre semblent indépassables et l'hypothèse d'une « réunification » de la Bosnie-Herzégovine paraît, pour le moment, irréalisable. Par contre, les Bosniaques disposent d'une écrasante majorité au sein de la Fédération croato-bosniaque et représentent même désormais la majorité absolue de la population du pays (51% de la population, selon les dernières estimations, contre 43,5% lors du recensement de 1991). Dans ces conditions, des stratèges comme Haris Silajdzic peuvent se sentir en position de force sur le long terme et envisager, par-delà les vicissitudes actuelles, une Bosnie réunifiée et majoritairement musulmane.

⁷ Lire « Bosnie : la nouvelle stratégie politique des dirigeants religieux », in *Le Courrier des Balkans*, 2 octobre 2006, <http://balkans.courriers.info/article7089.html>

⁸ Depuis les accords de paix de Dayton, la Bosnie-Herzégovine est divisée en deux entités, la Republika Srpska et la Fédération croato-bosniaque de Bosnie-Herzégovine.

Le reis, les wahhabites et l'ancrage social de l'islam

Le « compagnonnage » politique inattendu entre le reis-ul-ulema et les réseaux intégristes toujours actifs en Bosnie, à l'occasion des élections de 2006, s'expliquait avant tout par la crise du SDA. Dans le même temps, Mustafa Cerić a durci son discours contre les militants de l'islam radical, dont il avait, sans un premier temps, toléré, voire encouragé la présence dans le pays, leur ouvrant sans problème les portes des mosquées.

La plupart des wahhabites sont arrivés en Bosnie durant la guerre, comme volontaires combattants du *jihād*, ou engagés dans des organisations humanitaires islamistes. Ils venaient de l'ensemble du monde musulman, y compris des banlieues d'Europe occidentale, certains étant des vétérans des combats d'Afghanistan voire d'Algérie. À la fin de la guerre, plusieurs milliers d'entre eux sont restés dans le pays, souvent parce qu'ils ne pouvaient pas revenir dans leurs pays d'origine, où l'islamisme militant est pourchassé. Ils ont pris femmes et fait souche en Bosnie. Dans les années qui ont immédiatement suivi le conflit, il existait plusieurs « villages islamistes », parfois qualifiés d'émirats, notamment en Bosnie centrale, dans des zones dont les habitants croates avaient été chassés. L'année 2001, avec les attentats du 11 septembre, a marqué un tournant décisif : les forces internationales présentes en Bosnie ont accentué la traque des islamistes armés, tandis que les pressions se multipliaient sur les autorités de Sarajevo pour démanteler les villages islamistes, qui n'existent plus aujourd'hui sous leur forme primitive, même si les wahhabites conservent une tendance à se regrouper dans certains villages ou certains quartiers.

Beaucoup de ces militants et combattants, apatrides, ont reçu la citoyenneté bosnienne, largement distribuée par les autorités de Sarajevo en guise de remerciement pour leur participation à la guerre. En conséquence, plusieurs ressortissants bosniens – nullement natifs du pays – sont partis combattre sur d'autres terrains du *jihād*, et certains ont même été internés dans le camp de Guantanamo. Désormais, le gouvernement de Sarajevo cherche à priver ces islamistes étrangers de la citoyenneté bosnienne, afin de ne pas être accusé « d'aider le terrorisme ». D'une manière générale, les autorités civiles et religieuses essaient de réduire au maximum la visibilité des groupes salafistes, dont la présence est non seulement nuisible à l'image internationale de la Bosnie, mais dont l'activisme est mal perçu par une large part de la population bosnienne.

Selon Mustafa Cerić, les wahhabites seraient désormais « des extrémistes isolés qui sont aussi dangereux pour la Bosnie qu'un moustique est dangereux pour un éléphant »⁹. Pour Mustafa Cerić, les wahhabites ne présentent plus aucun intérêt tactique, leur présence est même devenue un élément pouvant compromettre sa stratégie globale, en présentant une image négative de l'islam et de la Bosnie-Herzégovine.

⁹ Déclaration publique de M.Cerić à Vienne, en mars 2007.

Alors que son rôle politique central est désormais assuré en Bosnie-Herzégovine, il doit donc chercher à les marginaliser, tout en renforçant la visibilité et le poids social de l'islam dans le pays, ce qui se traduit par la poursuite des vastes programmes de construction de mosquées ou de centres d'éducation, engagés depuis la fin de la guerre, mais aussi par un interventionnisme actif dans tous les débats qui agitent la société.

En réalité, le discours de l'islam en Bosnie se décline souvent sur plusieurs niveaux à propos des grands événements qui ont agité l'ensemble du monde musulman - comme la publication des caricatures du Prophète au Danemark, en 2006, les combats à Gaza - ou qui ont défrayé la chronique locale - comme l'organisation d'un Gay Pride à Sarajevo en septembre 2008, en pleine période de ramadan. Les islamistes radicaux occupent la rue, pouvant réunir quelques milliers de personnes à Sarajevo. Le reis désapprouve publiquement les dérapages qui peuvent parfois se produire lors de ces rassemblements, tout en reprenant un discours qui légitime les mobiles des manifestants, qu'il s'agisse de soutenir les Palestiniens de Gaza ou de condamner la Gay pride. Les organes de presse liés à la Communauté islamique, *Preporod* ou *Novi horizonti*¹⁰, tiennent également un discours très musclé, tout comme le quotidien *Dnevni Avaz*, principal tirage de la presse bosniaque.

Dans ce système fort bien organisé, le reis a donc réussi à imposer la pertinence de sa parole sur les grands sujets politiques et sociaux. Cette parole apparaît même comme « modérée », face aux « dérapages » des « extrémistes ». Dans le même temps, il ne ménage pas ses efforts pour souder l'unité de la communauté des croyants. Ainsi, le 28 juillet 2007, 14 rajab 1428 de l'Hégire, une grande manifestation a célébré au stade Kosevo de Sarajevo le 600^e anniversaire de l'islam en Bosnie. La fête était organisée sous le titre de « Moj Ummete », un terme arabe « bosniasé », que l'on pourrait traduire par « Mon Univers ». Cette manifestation visait avant tout à affirmer, une fois de plus, l'adéquation entre l'appartenance confessionnelle et l'identité nationale bosniaque...

« Islam européen » et leadership régional

À l'issue d'une conférence théologique organisée à Istanbul en juillet 2006, Mustafa Cerić a lu une « Déclaration de l'islam européen », qui reconnaît explicitement la liberté de croyance, en se basant sur le Coran (« Celui-ci qui le veut, qu'il croit, et celui-là qui le veut, qu'il soit incrédule », Al-Kahf, 18 :29). La déclaration, fortement commentée, cherche à définir la place spécifique qui pourrait revenir à l'islam et aux croyants dans les sociétés sécularisées et multiconfessionnelles d'Europe. La déclaration souligne que « l'une des règles de toute société démocratique est la liberté religieuse ».

Cette conférence réunissait des théologiens de premier plan, souvent issus de l'immigration musulmane en Europe, comme Tariq Ramadan. Par différence avec les nombreuses

¹⁰ Lire Vuk Bacanovic, « Bosnie : la presse religieuse au service des nationalismes », *Le Courrier des Balkans*, 4 mars 2008.

communautés musulmanes qui se développent dans les différents pays européens, seul l'islam balkanique peut se prétendre « autochtone ». Alors que les différentes communautés musulmanes d'Europe occidentale conservent souvent des liens étroits – et parfois pesants – avec leurs pays d'origine, les musulmans balkaniques peuvent donc revendiquer une identité spécifique ancrée dans une longue histoire.

L'islam traditionnellement pratiqué en Bosnie, comme dans tous les Balkans, suit le rite hanéfite, dominant dans l'Empire ottoman. Rien ne serait plus faux, cependant, que de croire que cette école juridique porterait plus à la « tolérance » que les autres grandes écoles juridiques traditionnelles de l'islam. En fait, la notion d'islam « européen » que le reis entend privilégier s'inscrit avant tout dans l'expérience historique particulière d'un islam qui a toujours cohabité avec d'autres traditions religieuses – parfois en position dominante, comme à l'époque ottomane. Il n'existe pas, par contre, de spécificité théologique d'un « islam d'Europe ».

Pour tenter de mener à bien ce projet, le reis Ceric pratique depuis quelques années une diplomatie très active, multipliant les déplacements à travers le monde, mais aussi dans les pays de la région. Chacun de ses voyages, comme à Belgrade en 2007, ou à Pristina, en août dernier, est un événement politique. Les plus controversés de ces déplacements ont cependant eu lieu dans le Sandzak de Novi Pazar, où deux hiérarchies musulmanes sont en conflit, l'une reconnaissant l'autorité suprême de Mustafa Ceric¹¹.

En réalité, celui-ci essaie de construire un réseau d'alliés fidèles, pour s'imposer comme le « chef naturel » de l'islam dans les Balkans. De ce point de vue, il peut bien sûr compter sur le soutien du chef d'une des deux communautés islamiques rivales de Serbie, le mufti du Sandzak, Muamer Zukorlic, mais aussi sur le mufti principal du Kosovo, Naim Tërnavi, et sur le reis-ul-ulema de Macédoine, Sulejman Rexhepi. Ce dernier a été élu en septembre 2006, au terme d'une longue crise qui avait déchiré la communauté islamique.

Le positionnement politique de Sulejman Rexhepi, de Naim Tërnavi et de Muamer Zukorlic mérite d'être analysé. Le premier est proche de l'Union démocratique pour l'intégration (BDI), le parti albanais actuellement membre de la coalition gouvernementale macédonienne ; le second du Parti démocratique du Kosovo (PDK) du Premier ministre Hashim Thaçi ; et le troisième du Parti démocratique du Sandzak (SDP) de Rasim Ljajic, ministre du gouvernement serbe.

Ces trois hommes se sont opposés aux formations nationalistes « traditionnelles » de leurs communautés respectives, à savoir le Parti démocratique des Albanais de Macédoine (PDSH), la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) et le Parti de l'action démocratique du Sandzak (SDA). Les formations dont ils sont proches ne sont pas forcément « moins nationalistes » que ces partis qui se sont développés dans les années 1990, mais elles affichent un visage

¹¹ Lire J.A.Dérens, « Etude: l'islam en Serbie », in *Religioscope*, 1^{er} décembre 2007.

beaucoup plus « moderniste » et très orienté vers l'intégration européenne, tout comme le Parti pour la Bosnie-Herzégovine de Haris Silajdzic. La cohérence politique du système d'alliances mis en place par le reis de Bosnie-Herzégovine n'est donc pas douteuse. En s'imposant comme le « premier homme » de l'islam des Balkans, une région promise à une intégration européenne qui sera peut-être retardée mais n'en reste pas moins certaine, celui-ci peut aspirer à jouer un rôle de leader spirituel majeur de l'UE elle-même. En se présentant comme le dirigeant d'un « islam autochtone », enraciné en terre d'Europe, il peut même aspirer à une prééminence sur les « islams d'immigration » d'Europe occidentale...



Lord Carey, archevêque de Canterbury (1991-2002), le rabbin Jonathan Sacks, Mustafa Cerić et Jim Wallis, responsable de Sojourners, USA, lors de la conférence de presse de l'appel des dirigeants religieux pour la paix au Proche-Orient dans le cadre du Forum économique mondial de Davos, Suisse, le 30 janvier 2009.

(© 2009 World Economic Forum, www.weforum.org)

Homme dynamique et habile, Mustafa Cerić cultive une stratégie de long terme. Il joue depuis longtemps un subtil jeu d'équilibre entre différents interlocuteurs : il veille soigneusement sur son image de marque en Occident¹², il est engagé de longue date dans diverses initiatives de dialogue interreligieux, tout en entretenant des relations très étroites aussi bien avec l'Arabie saoudite qu'avec les autorités religieuses et civiles turques.

Pour concrétiser cette perspective européenne, le reis souhaite construire à Mostar une Université islamique européenne, qui serait le pendant de la prestigieuse Université al-Azhar du Caire. Cette volonté d'ancrer l'islam en terre d'Europe mobilise l'histoire – celle de

¹² Un véritable panégyrique du reis a, par exemple, été dressé par Jacques Debbs, dans son film et son livre *Musulmans d'Europe, chrétiens d'Orient*, Arte Éditions, 2006.

l'Empire ottoman, mais aussi celle, plus lointaine, de l'Espagne et de la Sicile musulmanes du Moyen Âge – mais elle risque cependant de se heurter à la grande diversité des réalités musulmanes. En effet, les différences sont multiples entre les musulmans des Balkans et ceux d'Europe occidentale, le plus souvent issus de l'immigration. Ainsi, quelles langues seraient en usage dans cette Université, en-dehors de l'arabe ? Quels enseignants dispenseraient les formations ? Malgré le dynamisme de l'Université Husrev Gazi Beg de Sarajevo, la communauté musulmane bosniaque ne dispose pas de suffisamment de cadres formés, ce qui rendrait obligatoire d'inviter de nombreux enseignants venant de différents pays du monde arabo-musulmans, ce qui ne manquerait pas de remettre en cause les spécificités de cette Université de « l'islam européen ».

Dans les Balkans eux-mêmes, le dialogue n'est pas forcément évident entre musulmans bosniaques ou albanais. Et surtout, l'approche moderniste que propose le reis – tout en se fondant sur la « tradition spécifique » de l'islam ottoman – n'est que l'une des voies que suivent les fidèles d'Allah dans les Balkans : en effet, notamment dans le monde albanais, les courants soufis continuent de rester très actifs et très influents¹³.

Le reis cherche également à inscrire son projet dans l'histoire tragique et récente de la région. En ce sens, il accorde une grande importance aux cérémonies qui marquent, tous les 11 juillet, l'anniversaire du massacre de Srebrenica (1995) : ce pèlerinage annuel vise à faire du mémorial de Potocari, où sont enterrées les victimes identifiées du massacre, un haut lieu du martyrologue musulman en Europe, un lieu de mémoire, à vocation universelle, du génocide mené contre les « musulmans d'Europe »¹⁴

La stratégie du reis Cerić se joue donc à trois niveaux complémentaires. À l'échelle de la Bosnie-Herzégovine, il vise s'imposer comme la plus grande autorité sociale et morale tout en confortant son rôle d'arbitre suprême de la vie politique et en poursuivant une politique visant à amalgamer appartenance confessionnelle et identité nationale. Le message consiste à dire que l'on ne peut pas appartenir au peuple bosniaque sans être croyant, et que, même s'il n'est pas question de faire de la Bosnie-Herzégovine un « Etat musulman », le reis-ul-ulema est le point de repère « naturel » d'une société désorientée.

À l'échelle régionale, son subtil jeu d'alliance lui permet de construire des réseaux cohérents, dont il est naturellement la pièce maîtresse, ce qui lui permet de viser, un jour, un rôle de leader spirituel majeur de l'Union européenne, quand tous les pays des Balkans auront rejoint cette Europe, qui devra accepter la présence de l'islam comme un élément enfin assumé de son histoire et de son « héritage spirituel ».

Jean-Arnault Dérens

¹³ Lire Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin, « Balkans : les derviches, entre tradition et adaptation », in *Religioscope*, 25 novembre 2006.

¹⁴ Sur ces enjeux, lire le *Cahier du Courrier des Balkans*, 5 : « Les islams des Balkans », Paris, 2007.